

"Un «oui» historique à l'Union européenne" dans Le Monde (18 octobre 1994)

Légende: Le 18 octobre 1994, commentant les résultats positifs à l'issue du référendum organisé deux jours plus tôt en Finlande sur l'adhésion du pays à l'Union européenne, le quotidien français Le Monde décrit les raisons du choix exprimé par le peuple finlandais et tente de mesurer ses effets sur les futurs référendums organisés en Suède et en Norvège.

Source: Le Monde. dir. de publ. COLOMBANI, Jean-Marie. 18.10.1994, n° 15 466; 50e année. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"un_oui_historique_a_l_union_europeenne"_dans_le_monde_18_octobre_1994-fr-4ae52b1d-dc02-4e19-85e1-d03c38688580.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

FINLANDE

Un « oui » historique à l'Union européenne

57% des électeurs finlandais se sont prononcés en faveur de l'adhésion à l'Union européenne. Ce sont essentiellement les grandes villes et le Sud prospère qui ont voté « oui ». Le Parlement devra ratifier l'adhésion dans un délai de deux à trois semaines.

HELSINKI

De notre envoyé spécial

57 % de « oui » : le résultat est indiscutable. Pourtant, les dirigeants politiques finlandais, au pouvoir comme dans l'opposition, qui ont fait campagne en faveur de l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne, donnaient l'impression, dimanche 16 octobre dans la soirée, d'être un peu déçus. Ils avaient espéré un écart plus important et, surtout, une participation plus élevée. Celle-ci a atteint 74%, ce qui est honorable mais se situe, toutefois, en deçà des 80 % habituellement enregistrés en Finlande comme dans les autres pays nordiques. Selon les spécialistes, ce recul s'explique par le nombre de Finlandais indécis qui ont choisi tout bonnement de rester à la maison.

« *Petite déception* », déclare ainsi le premier ministre centriste, Esko Aho, au vu des résultats d'un référendum exceptionnel dans l'histoire du pays puisque la précédente consultation de ce type remonte à 1931, mais qui n'a qu'un caractère consultatif. La ratification des accords conclus avec Bruxelles - et donc le dernier mot - revient en effet au Parlement. Ce qui permet à certains adversaires résolus de l'Union européenne, notamment au sein du parti du premier ministre, de protester.

« Un match d'entraînement »

Ces opposants à l'Union européenne, qui penchent pour la constitution d'une fédération nordique « *en dehors des blocs* », n'ont apparemment pas jeté l'éponge en dépit du résultat de dimanche soir. « *La campagne a été totalement déséquilibrée*, a rappelé l'un de leur chefs de file, Paavo Vayrynen, ancien ministre des affaires étrangères. *L'industrie, le patronat, la presse ont monopolisé le débat et je voterai « non » lors du vote de ratification* ».

Ulla Klötzer, parlementaire libérale, elle aussi hostile à l'adhésion, qualifie ce référendum de « *match d'entraînement* » avant la bataille à l'Assemblée. A ses yeux, la Finlande, en raison de sa situation géopolitique particulière (limitrophe de la Russie), devrait attendre l'issue, encore incertaine, des référendums suédois et norvégiens sur l'UE, en novembre, avant de prendre définitivement position. En d'autres termes, si la Suède, également « neutre », dit « *non* » le mois prochain, Helsinki devrait, selon elle, faire machine arrière...

Cette discussion apparaît toutefois comme un combat d'arrière-garde. Le président de la République, Martti Ahtisaari, dont le poids est prépondérant en matière de politique étrangère, et qui s'était engagé personnellement en faveur du « oui », a déclaré, dimanche soir que le résultat de ce « *référendum historique* » était « *clair* » et qu'il était « *moralement et politiquement contraignant pour le Parlement, le président et le gouvernement* ». Le premier ministre, le dirigeant de l'opposition social-démocrate, Paavo Lipponen, et plusieurs représentants modérés du mouvement pour le « non » ont aussi approuvé cette ligne.

« *L'accession de la Finlande à l'Union européenne, a ajouté le chef de l'Etat, est une extension naturelle de la construction européenne dont nous avons toujours suivi les étapes* ». « *Nous n'entrons pas dans l'inconnu*, a précisé Martti Ahtisaari. *Au contraire, nous rejoignons des pays similaires dans un processus qui va dicter l'avenir de notre continent.* »

« Une véritable cassure géographique »

Tout porte donc à croire que le Parlement d'Helsinki, en dépit de l'opposition de certains députés, ratifiera

les accords d'adhésion à l'UE, à la majorité requise des deux tiers dans les deux ou trois semaines à venir. Avant, en tout cas, le vote des voisins suédois sur la même question, le 13 novembre.

43 % des Finlandais ont quand même dit « non ». On observe ici, en dehors des considérations politiques liées à l'abandon de la neutralité ou à la transmission de certains pouvoirs à Bruxelles, une véritable cassure géographique. Helsinki et sa région, les grandes villes et le sud prospère se sont prononcés pour le « oui ». En face, en faveur du « non »: le nord lointain, la campagne, les petites agglomérations où la vie n'est pas toujours facile, notamment pour des raisons climatiques.

Les agriculteurs, bien organisés, disposant de syndicats puissants et de relais politiques efficaces, par l'intermédiaire du Parti du centre aujourd'hui au gouvernement, demeurent les plus réticents à l'adhésion. Largement subventionnés jusqu'à présent, ils peuvent s'attendre, malgré la reconnaissance par Bruxelles des conditions particulières de l'agriculture « arctique », à une chute de leurs revenus. L'argument développé par le gouvernement, selon lequel « *les restructurations, la diminution des subventions sont inévitables. Union européenne ou pas* », n'a pas eu beaucoup d'effet.

Le référendum finlandais a été naturellement suivi de près par les autres pays nordiques, la Suède et la Norvège, eux aussi candidats à l'Union européenne. Il y a moins de six mois, lorsque les dates des scrutins furent fixées, les capitales nordiques, qui ont des liens très étroits entre elles, étaient tombées d'accord pour que les Finlandais, les plus favorables selon les sondages de l'époque, votent les premiers et que leur « oui » entraîne ensuite les Suédois, toujours sceptiques, et les Norvégiens, foncièrement hostiles.

Un scénario « dominos »

Ce scénario « dominos » paraît, jusqu'à présent, donner les résultats escomptés. A Stockholm, où le « oui » est, depuis quelques semaines, en tête dans les sondages, le nouveau premier ministre social-démocrate, Ingvar Carlsson, se réjouit du « *choix historique du peuple finlandais* », en espérant, bien sûr, qu'il influencera le choix de son électorat le 13 novembre. A Oslo, la tâche du premier ministre travailliste, Mme Gro Harlem Brundtland, reste autrement plus difficile.

Il lui faut, en effet, convaincre d'ici aux 27 et 28 novembre, tout à la fois son propre parti, les petits agriculteurs, les pêcheurs, la majorité de ses concitoyens vivant hors de la capitale, des bienfaits d'une entrée dans l'Union européenne. Or la Norvège ne souffre pas d'une grave crise économique comme la Finlande et la Suède. Elle peut encore jouir, pendant quelques décennies du pactole du pétrole et du gaz de la mer du Nord et elle bénéficie, contrairement à ses voisins « neutres », de la garantie de sécurité que lui offre l'OTAN.

ALAIN DEBOVE